

SPÉCIAL MAROC

Élections législatives du 7/09/2007

La campagne bat son plein et le Maroc politique vibre aux rythmes des élections législatives. Cependant, les marocains semblent se préoccuper plus par la rentrée scolaire et le Ramadan. Éclairage sur la conjoncture, les dessous et les prévisions d'un rendez-vous électoral pas comme les autres.

Les élections de cette année seront les deuxièmes organisées depuis l'accession du Roi Mohammed VI au trône. Les Marocain(e)s auront pour mission de choisir leurs élus à la Chambre des Représentants. Un rendez vous électoral perçu comme un test à la transition démocratique marocaine.

L'enjeu est de taille

Il est résumé par le Souverain « *l'élection de la prochaine chambre des représentants [est] une nouvelle occasion pour conforter la normalité démocratique, pour donner une expression tangible à ta volonté réelle et pour faire émerger une majorité gouvernementale crédible et une opposition agissante et constructive, sur la base de programmes concrets* », le ton est donné. Et le Roi prévient « *les élections n'ont nullement pour enjeu l'identité de l'Etat marocain ou les fondamentaux de son régime, en l'occurrence l'Islam modéré et ouvert, la monarchie constitutionnelle, l'unité nationale, l'intégrité territoriale (...) l'Etat de droit et des institutions, de la citoyenneté fondée sur le respect des droits et des obligations de l'Homme, du libéralisme économique* » Extrait du discours du trône de juillet dernier.

La conjoncture d'une élection

Ce moment électoral arrive dans un contexte politique complexe. Les élections coïncident avec l'an 8 du nouveau règne, le Roi Mohammed VI est l'acteur premier sur la scène, il est un sur tous les fronts et de toutes les réformes (politique, économique, religieuse, médiatique...). Le Roi pratique une monarchie exécutive ou comme il l'a qualifié lui-même « *une monarchie citoyenne* ».

Le bilan du gouvernement Driss Jettou ne peut être dissocié des réalisations royales. Selon la vision du Souverain et des ses proches conseillers, le gouvernement a lancé des grands chantiers d'infrastructures dans les centres urbains (Rabat, Casablanca, Agadir et Tanger) Aussi, le pouvoir exécutif a lancé plusieurs stratégies sectorielles dans les domaines du tourisme (plan Azur), l'industrie (stratégie Emergence), ou le Commerce (stratégie Rawaj) pour ne citer que ces secteurs.

Tous ces projets ont presque comme deadline l'horizon 2010.

Économiquement, le Maroc se porte « bien » et ce, malgré la hausse des prix des hydrocarbures et une année de sécheresse. Les caisses de l'Etat ont été renflouées grâce à la privatisation d'autres joyaux de la couronne comme La COMANAV, les terres agricoles de la SODEA-SOGETA et Draport.

La menace terroriste plane aussi sur ces

élections; d'ailleurs l'été 2007 a été placé sous le signe de l'alerte sécuritaire maximale, l'attentat manqué contre un bus de touriste à Meknès confirme ces craintes. Actuellement, une forte mobilisation des services de sécurité est visible dans tout le Royaume et ça risque de continuer au-delà du 7 septembre.

Les différents procès à caractère politique en cours composent aussi ce contexte préélectoral. Depuis le 1er mai dernier plusieurs militants de l'Association Marocaine des droits de l'Homme ont été condamnés pour atteinte aux valeurs sacrées du pays. Des jugements contestés par les défenseurs de droits humains au Maroc et à l'étranger.

D'autres procès risquent de planer sur ce rendez-vous électoral comme celui de deux journalistes de l'hebdomadaire Al WATAN, ils ont été condamnés pour atteinte à la sécurité de l'Etat. Aussi dans le monde de la presse, un procès va faire couler certainement beaucoup d'encre à la rentrée, celui du Directeur du magazine TELQUEL Ahmed R. Benchemssi qui est accusé de manque de respect à la personnalité du Roi.

Les dessous d'une élection

Insolite ! Apparemment le Maroc est le premier pays au monde qui a fait le choix d'organiser une campagne électorale les deux dernières semaines du moi d'août. La campagne coïncide avec la fin des vacances et la rentrée scolaire, le hasard lunaire n'est pas en reste car le Ramadan est à nos portes.

Exceptionnel ! Le Maroc s'illustre encore une fois: la campagne électorale est très courte. Les partis doivent être concis et dynamique pour rejoindre la population dans un laps de temps court (14 jours)

Anormal ! Le pays marque sa différence une nouvelle fois. Avec ses 37 partis, le Maroc devrait compter le plus grand nombre de partis nationaux sur un échiquier politique .

Balkanisation politique

Cette situation crée une balkanisation – voulue à l'époque de feu Hassan II- mais aujourd'hui combattue, car plusieurs partis ne sont que des officines qui ouvrent le temps d'une élection.

(Enfin) normal ! Cette élection est marquée par la constitution d'alliance entre des partis, ces derniers sont poussés vers cette stratégie par le mode de scrutin (proportionnelle de liste). En plus de la traditionnelle Koutla qui se compose de PI, USFP, PPS à qui on peut ajouter le FFD et le PS (marocain bien sûr !), on retrouvera aussi une alliance entre les trois partis de gauche que sont le PSU-CNI-PADS. Une autre alliance s'est cons-

tituée pour unir deux petits partis que sont FC et ADL. L'Etat encourage cette stratégie dans l'objectif de créer des pôles politiques clairs et forts.

La grande nouveauté : Le Programme électoral !

Nouveau ! La grande nouveauté de cette élection est que les partis qui aspirent à rentrer au gouvernements soient : PI, USFP, PJD, RNI, PSU, MP disposent d'un programme électoral bien ficelé et chiffré SVP ! Ces documents comportent le nombre d'emploi a crée en cas d'arrivée au pouvoir, les chiffres de la croissance, les montants de l'investissement par secteur et la fiscalité. On retrouve dans ces promesses (car ce ne sont que des promesses) des propositions réalisables, d'autres électoralistes (par exemple dans l'emploi).

Arrivée au pouvoir, ces partis devront mettre en veilleuse leurs projets et travailler sur un seul projet celui de l'institution la plus forte dans notre système politique...la monarchie.

Nouveau (bis) ! DABA 2007, traduction ONG crée par des « stars » de la société civile marocaine dont Nouridine Ayouch et Kamal Lahbib. Cette association ambitionne entres autre d'intéresser les jeunes pour la chose publique et les inciter à aller voter le 7 septembre. Elle a utilisé divers moyens pour arriver à son objectif comme les spots télé et les conférences.

Il est trop tôt pour juger de la réussite ou de l'échec de la stratégie de cette association BCBG, ainsi que de sa consœur AFAK. A noter l'implication aussi d'associations féministes pour sortir le vote féminin. Le résultat de cette ingérence des associations dans la politique est très attendu et qui vivra verra...

Les prévisions d'une élection

Impossible de dire de quelle couleur sera la première force politique au Maroc. Les raisons de ce black-out sont : la complexité du mode du scrutin, la quasi absence de sondages sur les intentions de votes des marocains, le risque de manipulation des résultats de la part de l'autorité (pour rappel les résultats complets des élections 2002 n'ont jamais été publiés par le Ministère de l'Intérieur).

Ceci étant dit, deux scénarios sont possibles. Le premier, une victoire des islamistes du PJD. Deux sondages le confirment: le premier de l'Institut Républicain (IRI) et dernièrement celui de DABA 2007 qui place le PJD à la tête des intentions de vote. Une victoire des islamistes ne risquerait pas d'être un séisme politique, le PJD est un parti domestiqué et qui est dans le giron du pouvoir, politiquement et économiquement

Le deuxième scénario est la reconduite de la majorité actuelle composé principalement du PI-USFP-RNI-UMP de d'autres formations de moindre importance comme le PPS. Il y aura le départ de certains visages et l'arrivée de nouvelles figures politiques.

L'USFP, le gros perdant

Le parti qui risque de perdre gros le 7 septembre c'est bien l'USFP, les dix ans au « pouvoir » ont laissé leur séquelles sur le parti d'Abderahim Bouâbid. Les électeurs risquent de faire couler le bateau socialiste dans les batailles urbaines comme à Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech et Agadir. Dans le sondage de l'Institut Républicain (IRI) l'USFP obtient % des intentions de vote, une faillite socialiste est-elle à l'horizon ?

Malgré les efforts « louables » de certaines ONG, l'absentéisme sera certainement élevé lors cette élection. En 2002, la participation n'a pas dépassé les 52% avec une majorité de vote...blanc. Pour DABA 2007, un taux de participation à 60% sera une réussite. C'est un secret de polichinelle au Maroc, les citoyens ne s'intéressent plus à la chose publique, aller voter est le dernier souci des gens (voir « De quel tribu êtes-vous ? »)

Une question à un million : Qui sera le prochain Premier ministre ?

Qui sera le nouveau Premier Ministre marocain ? Après que Driss Jettou a accompli la mission de chapeauter un gouvernement hétéroclite et a mené à bien plusieurs réformes économiques surtout, qui lui succédera ? Un technocrate du sérail comme Jettou ou un politique issu du parti majoritaire de l'élection du 7 septembre tels Othmani, Mansouri, Laenser...?

Fouad Ali el-Himma, le n°2 du pouvoir, l'homme de tous les dossiers (Sahara, terrorisme, médias, etc...) son nom est sur toutes les lèvres. Sera-il le nouveau Premier Ministre ? Sa démission du poste de Ministre délégué à l'Intérieur, pour aller se présenter comme candidat à Ben Guerir (prés de Marrakech) a pris tout le monde part surprise, mais confirme l'hypothèse qu'il est un sérieux premier ministrable.

Autant la vie politique marocaine est ennuyeuse autant ce rendez-vous électoral s'annonce palpitant et imprévisible. Au moins une fois chaque cinq ans, les marocains vont retenir leur souffle lors d'une soirée politique télévisée. Il manquera que Bernard Derrôme pour annoncer « et si la tendance se maintient, le parti majoritaire lors des élections législatives de 2007 est... »

Salah LEMAIZI

SPÉCIAL MAROC

Une candidate « citoyenne et juive »

Maguy KAKON se présente comme "femme, citoyenne et juive" au scrutin législatif du 7 septembre et assure que sa candidature souligne la diversité du Maroc, composé depuis des siècles d'arabes, de berbères et de juifs.

Elle brigue les suffrages sur la liste des femmes du Parti du Centre Social (PCS), une minuscule formation qui compte aussi un candidat juif, Joseph Levy, qui, lui, fait campagne dans le quartier chic d'Anfa à Casablanca.

Le système électoral est un scrutin proportionnel au plus fort reste.

L'électeur opte pour une liste dans l'une des 95 circonscriptions afin d'élire 295 députés et 30 autres sur des "listes nationales" exclusivement réservées aux femmes.

"Être juive c'est apporter cette pluralité, cette différence qui sont à mes yeux une immense richesse pour mon pays, et si juifs et musulmans vivent ensemble depuis des siècles ce n'est pas fortuit", affirme cette femme de 54 ans, auteur de "La Cuisine juive du Maroc de mère en fille" et de "Traditions et coutumes des Juifs du Maroc".

La présence juive date du VI^e siècle avant JC, soit bien avant l'arabisation du pays. Si aujourd'hui, il n'y a plus que 5.000 Juifs, dont 2.000 à Casablanca, le royaume en comptait 270.000 à la fin des années quarante, soit plus de 10% de la population.

"Si je suis candidate, c'est parce que je me sens chez moi dans ce pays", explique cette mère de quatre enfants, dont un fils qui fut sacré champion arabe de golf à



Damas en 2005.

Pleine de vitalité, elle assure avoir "toujours été engagée dans la société civile" et s'être décidée à entrer en politique car "c'était dommage de ne pas mettre son énergie au service de son pays".

Le programme de son parti est flou. "Nous sommes au centre. Nous représentons une nouvelle voie dans le sens modérateur et novateur", dit-elle en précisant que pour elle, l'important c'est l'instruction civique et le sport à l'école.

Pour ce scrutin, le PCS a choisi comme

symbole l'abeille car "elle est royale, travailleuse, et donne du miel", explique Joseph Levy.

"Nos candidatures sont l'expression de ce pays pluriel, et si je suis élu, je mobiliserai les juifs d'origine marocaine en faveur de la terre de leurs ancêtres", assure cet entrepreneur de 51 ans.

En dehors de la Tunisie, où un industriel juif, Roger Bismuth, 81 ans, a été choisi en 2005 comme membre de la Chambre des Conseillers (Sénat), le Maroc est le seul pays arabe à avoir eu, depuis les années 60, cinq parlementaires, un ministre et un

conseiller du roi israéliites.

"Il y a toujours eu ici des juifs qui ont fait de la politique. Certains étaient d'éminents dissidents, d'autres ont participé au gouvernement", insiste Maguy Kakon, dont l'origine familiale remonte à la dynastie mérinide (XIV^e siècle).

"C'est normal qu'elle soit candidate. Il y a toujours eu des Juifs au Maroc et nous, les musulmans, avons toujours vécu avec eux", assure Nadia Gholam, une femme d'affaires de 38 ans, qui, coiffée d'un foulard, distribue des tracts avec Maguy sur un marché du quartier populaire de Hay Hassani.

Ces candidatures divisent la communauté juive. Pour le professeur Elie Elbaz qui s'est présenté sans succès en 2002 sur la liste socialiste de l'USFP à Essaouira (sud-ouest), "ce sont des candidatures fantômes de personnes sans passé politique, elles visent à offrir la vitrine d'un judaïsme florissant alors qu'il est agonisant".

Mais Simon Lévy, ancien militant communiste et directeur du Musée juif de Casablanca, les juge positives. "C'est une bonne chose d'insister chaque fois sur la pluralité du Maroc".

Source: AFP

Réseautage Maroc / Québec

Le téléphone sonne... Le système de réseautage est en branle.

C'est le Maroc qui m'appelle de Sherbrooke Tout a commencé lors de la cérémonie de la célébration de la fête du Trône au Consulat du Maroc à Montréal. Khadija Takhdate, enseignante de techniques d'expression et de communication en français à la faculté des sciences d'El Jadida au Maroc est présentée à Majid Blal, vice-président de l'association des Marocaines et des Marocains de l'Estrie. Au cours de la soirée, elle lui explique que son voyage au Québec est motivé par l'espoir de cueillir ça et là de l'information sur l'approche par compétences. Étudiante au doctorat, elle prépare actuellement une thèse sur la communi-



Khadija Takhdate

tion didactique universitaire. Le lendemain matin, Majid, ma vieille branche, m'informe qu'une doctorante Marocaine souhaite rencontrer des personnes qui évoluent dans le monde de l'éducation.

Mais qu'ai-je donc à lui offrir ?

En premier lieu : l'hospitalité !

Et puis...

Et puis, la rencontre des étudiants, lors de leur journée d'accueil qui a eu lieu le lundi 20 septembre à l'université de Sherbrooke suivie d'une réunion d'équipe session dans laquelle les professeurs et les chargés de cours discutent des stratégies pédagogiques à mettre en œuvre ; l'échange lors de l'élaboration d'un plan de cours ; le partage d'idées pour la conception

d'une séquence d'enseignement-apprentissage universitaire ; une visite à la bibliothèque des sciences humaines où les livres abondent d'informations pertinentes sur son sujet de recherche ; et, évènement totalement inespéré, un entretien particulier avec Monsieur Yves Lenoir, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur l'intervention éducative et président de l'Association mondiale en sciences de l'éducation (AMSE) qui a pris le temps de parcourir son projet de recherche et de la conseiller pour la suite de ses travaux.

Khadija Takhdate a quitté Sherbrooke le 22 août avec :

- * une clé USB chargée de documents pédagogiques qu'elle aura la possibilité d'adapter pour ses cours dès la rentrée de septembre à El Jadida ;

- * la tête remplie d'idées nouvelles qui lui permettront de nourrir sa thèse de doctorat ;

- * l'estomac bien rempli par le plantureux repas offert par l'AMME en son honneur.

Au nom de l'association des Marocaines et des Marocains de l'Estrie, au nom de tous ceux qu'elle a côtoyé au cours de son voyage, au nom de Majid Blal et du mien, je lui souhaite un bon voyage de retour et beaucoup de bonheur dans cette expérience si riche qu'est l'enseignement-apprentissage.

Par Nadine Breton



Chargée de cours en didactique du français